

d'une certaine expertise aujourd'hui, acquise à la faveur de l'expérience de nos soldats sur le terrain. Mais nous ne l'avions pas à ce moment-là. »

J'en conclus que la marge de manœuvre dont nous pensions au départ pouvoir bénéficier provenait, d'une part, de la conscience que nous avions d'agir de concert avec nos amis et, d'autre part, de notre conviction que nos intentions étaient bonnes et que notre modèle de transformation – notre idée générale – reposait sur des fondements solides. Pris ensemble, tous ces éléments devraient nous suffire, même s'il nous fallait y consacrer plus de temps et d'effort que les Canadiens dans leur ensemble n'étaient conditionnés à envisager. Et pour être juste, une campagne a été lancée pour les reconditionner. Nous avons été avertis à maintes reprises par les ministres et commandants militaires compétents que le coût de l'entreprise en temps, en ressources et en personnel serait probablement élevé. Il me semble que l'on n'a guère senti par ailleurs qu'il aurait fallu mieux connaître et comprendre l'Afghanistan avant d'y mettre les pieds, et que nos forces sont arrivées sur le théâtre d'intervention en ignorant presque tout des seigneurs de la guerre, des clans, du commerce de la drogue et des rivalités d'une complexité effarante et des zones d'influence concurrentes auxquels ils donnent lieu. En fait, nous avons fait irruption dans la boutique de porcelaine, convaincus de ne pas être des éléphants, et donc de ne représenter aucun danger pour la marchandise.

Je me rends compte qu'il en va toujours ainsi dans une certaine mesure. J'ai déjà concédé que l'incertitude est inévitable et que nous devons nous en accommoder. Mais nous avons toujours la possibilité de la réduire un peu en nous préparant correctement. Dans les bureaux où cette décision a été prise, il semble toutefois que l'on ne se soit guère préparé.



Ce n'est pas mon propos ici de soutenir que nous ne pouvons rien faire d'utile nulle part, bien que je comprenne que certains d'entre vous, au terme d'un inventaire aussi sombre, puissent le penser. Mais je crois – et je vous propose cette idée tout doucement – que nous devons, dans la conduite de la politique étrangère, nous méfier des idées générales et des grands desseins et effectuer, avant de passer à l'action, une étude aussi minutieuse que possible des « terribles faits ».

À cet égard, j'ai menacé au début de mon allocution de conclure par une liste tout à fait gratuite de choses à faire et de choses à ne pas faire. Vous pensez peut-être que j'ai déjà abusé de votre patience, mais je suppose